

Archives nationales (Paris)

**Registres des procès verbaux des séances
du Conseil Général des Mines**

Période : 9 janvier 1811 – 6 septembre 1830

F/14/17920 (tome 1) à F/14/17944 (tome 25)

**Note sur l'utilisation de la fonction «Rechercher»
de la Table des Matières enrichie**

*Il est conseillé au lecteur d'imprimer cette notice pour tirer
le meilleur parti de la « Table des matières enrichie » dont
le fichier disponible sur internet ne peut être imprimé.*

Note sur l'utilisation de la fonction «Rechercher»

I -§ Introduction

Les séances hebdomadaires du Conseil Général des Mines (CGM) ont donné lieu au 19^{ème} siècle à des procès verbaux consignés dans de volumineux registres manuscrits dont les uniques exemplaires sont aux Archives Nationales à Paris.

La base de données mise à votre disposition est un *Instrument de Recherche*, pluridisciplinaire mais à dominante historique, dont le but est de faciliter la lecture du contenu intégral de ces procès verbaux. Certains ont été imprimés. Ils sont peu nombreux, dispersés dans les cotes des affaires spécifiques concernées. Presque toujours ils ne sont que des extraits. Ce qui a été imprimé ne peut donc pas donner une représentation rigoureuse de l'immense travail effectué par le Conseil Général des Mines (CGM) dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur les mines, usines, salines et carrières du 21 avril 1810.

Les attributions de ce Conseil sont définies par le décret du 18 novembre 1810, contenant organisation du Corps impérial des ingénieurs des mines. Ce décret fait suite à l'Instruction ministérielle du ministre Montalivet du 3 août 1810 relative à l'exécution de la loi 21 avril 1810 sur les mines. L'intérêt de cette Instruction est d'éclairer plusieurs aspects de la loi sur lesquels achopperont les tentatives de réformes ultérieures : abus de la chose concédée, étendue et mutations des concessions, difficultés de la surveillance administrative et de la prévention des accidents.

Le Conseil Général des Mines (CGM), est investi d'une autorité administrative non pas exécutoire mais consultative, à la différence de l'Agence des Mines créée par les arrêtés du Comité de salut public des 1 et 6 juillet 1794 (13 et 18 messidor an 2) et du Conseil des Mines. Celui-ci, sous cette nouvelle dénomination, conformément au titre VI de la loi concernant les Ecoles de services publics du 22 octobre 1795 (30 vendémiaire an 4), prend la suite de l'Agence, et est placée désormais sous l'autorité du ministre de l'Intérieur.

Les membres du Conseil Général des Mines (CGM) sont les trois Inspecteurs Généraux résidant à Paris et les cinq Inspecteurs divisionnaires résidant en province. Ces neuf membres ont exercé, de 1795 à 1810, les responsabilités hiérarchiques conférées à l'Agence puis Conseil des Mines. Ils ont joué un rôle déterminant dans l'application de la première loi sur les Mines de juillet 1791, dans l'amélioration des techniques minières et sidérurgiques et dans le développement rationnel des exploitations. Ils ont été associés à la préparation de la loi d'avril 1810. Les vingt premières années du fonctionnement du CGM sont donc marquées par cette continuité d'inspiration. En plus de leur rôle consultatif comme membres du CGM, les Inspecteurs Généraux sont chargés d'inspections extraordinaires désignées par le ministre, et les Inspecteurs divisionnaires sont employés aux tournées et missions proposées par le Directeur Général des Mines et approuvées par le Directeur Général. Tout ceci confère au CGM une autorité qui peut être assimilée à celle d'une magistrature technique.

Enfin deux rappels :

Le premier concerne les mines : par la loi de 1810 les mines ne doivent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat. Cet acte donne la propriété perpétuelle de la mine au concessionnaire choisi souverainement par l'administration et confirmé par un règlement d'administration publique. Cette disposition, jugée essentielle dans le contexte du début du 19^{ème} siècle, sera abandonnée par la loi du 9 septembre 1919. A partir de cette date il ne sera plus accordé de concessions de mine que pour une durée limitée, fixée à 99 ans pour les gisements de houille ou lignite, et de 50 à 99 ans pour les autres gisements. Une autre modification importante est intervenue avec la loi du 13 juillet 1911, en ce qu'elle soumet les concessions et les amodiations à autorisation préalable.

Le second concerne les fonderies et usines dans lesquelles les substances minérales doivent être traitées pour en extraire les métaux (y compris les lavoirs et patouillets), les forges, martinets, laminoirs etc.. : par la loi de 1810 ces établissements ne doivent être en activité qu'en vertu d'une permission du gouvernement. Le changement d'état des usines (suppression, transformation, transfert) nécessite également approbation préalable, donnée dans la même forme que la permission. Par la loi du 9 mai 1866 une déréglementation intervient accordant une liberté complète à l'industrie métallurgique qui rentre ainsi dans le droit commun de toutes les industries ; elle fait également disparaître la servitude de voisinage dont les mines et minières de fer étaient grevées en faveur des maîtres de forges du voisinage. Il n'y a plus de minières de fer, mais des carrières de minerai fer, laissées à la libre disposition du propriétaire du sol.

II- § Méthode retenue pour structurer le contenu des procès-verbaux

Une **affaire** soumise à l'examen du CGM se définit par :

un **lieu géographique**, (**département*** et site) à l'exception de questions générales France
 un **thème (Houille, Mines diverses, Usine...)** complété par l'objet particulier de cette affaire ;
 le nom de celui ou ceux qui en sont civilement et pénalement responsables,
 enfin pour les affaires impliquant soit un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat soit une permission accordée par un règlement d'administration publique le décret ou l'ordonnance royale correspondant.

L'objet particulier varie selon les thèmes. Par exemple pour le thème **Houille** le plus fréquent est «concession», mais il peut être aussi «soutien secours», «permission de recherches», «réclamation», «litige», «Conseil d'Etat». Pour le thème **Usine**, l'objet particulier peut être «maintenir Ht.F» (haut fourneau), «établir Ht.F», «maintenir lavoir», «transférer», «remplacer», «transformer». Pour le thème **Accidents**, il permet de distinguer la nature du gîte minéral, le plus souvent la houille, mais aussi les ardoisières, les mines diverses, les mines de fer. Pour le thème **Usine Vitriolique**, l'objet particulier est selon les cas «autorisation d'exploiter», «concession», «établir fabrique».

* Le département est précédé de son code minéralogique, lorsqu'il s'agit d'identifier un dossier. Pour rappel, la liste des codes minéralogiques se trouve en Annexe 1.

Les **thèmes** retenus pour caractériser les affaires résultent directement du contenu de la loi du 21 avril 1810. Ces **thèmes** sont :

Accidents

Ardoisières

Carrières

Divers : et recherches

Droits de douane : Fers étrangers, Houille et coke étrangers...

Eaux-Minérales, thermales, sources diverses

Houille

Mines de fer

Minières de fer

Mines diverses : Manganèse, Antimoine, Argent, Cuivre, Etain, Or, Plomb, Sel, Schistes-bitumineux...

Redevances

Sociétés Anonymes : voir Annexe 1 en dernière page (p. 220)

Surveillance : et prévoyance, législation

Tourbage

Usine : Ht.F, affinerie, forge, tréfilerie, patouillet, lavoir, bocard...

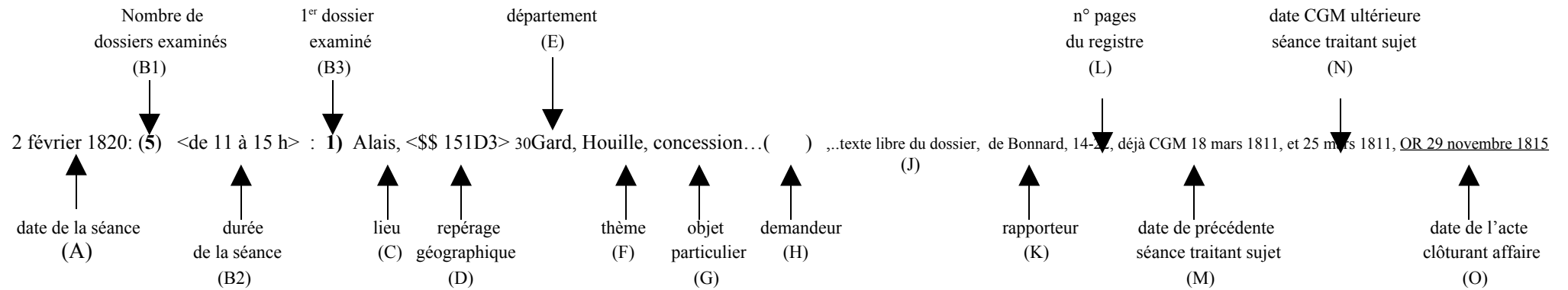
Usine Vitriolique : concession ou permission d'exploiter terres, et usine de traitement

Verrerie

Une **affaire** soumise à l'examen du CGM demande pour être traitée soit un seul Avis du CGM, soit plusieurs Avis. Il s'agit soit d'une affaire à un **dossier**, soit d'une affaire à plusieurs dossiers. Dans le cas le plus fréquent, une affaire donne lieu à un ou à deux dossiers. Mais quelques affaires, traitées lors de nombreuses séances, comportent alors plusieurs dizaines de dossiers.

Un **dossier** comporte les éléments caractéristiques d'une affaire ; s'il s'agit d'une affaire nécessitant plusieurs séances du CGM, sont indiquées la date de la séance du CGM l'ayant déjà examinée (dossier précédent) et celle qui l'étudiera à nouveau (dossier suivant).

III - § La présentation de chacune des séances hebdomadaires est structurée de la manière suivante :



IV - § Trois types de recherches sont possibles.

I - Celles qui s'organisent autour des éléments clés : (E) département ; (F) thème ; (G) objet de l'affaire.

La combinaison de ces trois éléments permet d'aller du plus général en utilisant seulement (F), à des sous-ensembles départementaux en utilisant (E) et (F), et à des sous-ensembles plus spécifiques par le regroupement (E), (F) et (G).

<i>Libellé de la recherche :</i>	<i>Nbre d'occurrences</i>	<i>Réponse de la recherche : identifier les dossiers</i>
Houille, <Thème>	477	Tous les dossiers France liés au Thème Houille sauf Accidents, Droits de douane, Redevances
Houille, concession <Thème> et <objet>	371	Tous les dossiers France liés au Thème Houille et relatifs à demande de concession
42Loire, Houille <département> et <thème>	92	Tous les dossiers du département Loire liés au thème Houille sauf Accidents, Redevances
30Gard, Houille, concession	33	Tous les dossiers du Gard liés au thème Houille et relatifs à demande de concession
38Isère, Houille <département> et <thème>	6	Tous les dossiers du département Isère liés au thème Houille sauf Accidents, Redevances
Usine, <Thème>	795	Tous les dossiers France liés au Thème Usine
52Haute-Marne, Usine <département> et <thème>	77	
52Haute-Marne, Usine, maintenir Ht.F	21	Tous les dossiers de Haute-Marne, liés au thème Usine et relatifs au «maintien» d'un Ht.F
40Landes, Usine, établir Ht.F <dépt><thème><objet>	6	Tous les dossiers des Landes, liés au thème Usine et relatifs à l'«établissement» d'un Ht.F
Usine, maintenir <thème> et <objet>	298	Tous les dossiers France liés au thème Usine et relatifs à leur «maintien»
Usine, établir <thème> et <objet>	297	Tous les dossiers France liés au thème Usine et relatifs à leur «établissement»
Usine, maintenir Ht.F <thème> et <objet>	107	Tous les dossiers France liés au thème Usine et relatifs au «maintien» de Ht.F
Usine, établir Ht.F <thème> et <objet>	73	Tous les dossiers France liés au thème Usine et relatifs à l'«établissement» de Ht.F
Usine, remplacer <thème> et <objet>		Tous les dossiers France liés au thème Usine et relatifs au remplacement d'un équipement
Usine, transférer <thème> et <objet>		Tous les dossiers France liés au thème Usine et relatifs à une délocalisation
Usine, transformer <thème> et <objet>		Tous les dossiers France liés au thème Usine et relatifs à la transformation d'un équipement
42Loire, <département>	159	Tous les dossiers du département Loire, quel que soit le Thème Accidents, Houille, Usine
38Isère, <département>	78	Tous les dossiers du département Isère, quel que soit le thème Accidents, Houille, Usine
70Haute-Saône, <département>	70	Tous les dossiers du département Haute-Saône, quel que soit le Thème, Accidents, Houille, Usine
Accidents, houille <thème> <objet>	47	Tous les dossiers France liés au thème Accidents dans les mines de houille
Divers, <thème>		Les diverses Ecoles des mines, Inventions, Recherches, Journal des Mines..etc
Droits de douane, <thème>		

Mines de fer, <thème>	168	Tous les dossiers France relatifs aux concessions de mines de fer, recherches, demandes, affectation
09Ariège, Mines de fer,	31	
Minières de fer, <thème>	57	Tous les dossiers France relatifs à la recherche et à l'exploitation des gîtes de fer d'alluvions à ciel ouvert
Minières de fer, autorisation	24	Tous les dossiers France relatifs aux autorisations d'exploitation des gîtes d'alluvions à ciel ouvert
Minières de fer, classification	24	
Mines diverses, <thème>	235	Tous les dossiers France relatifs à demande de concession de toute mine autre que houille et fer
Mines diverses, Plomb	56	Tous les dossiers France relatifs aux mines Plomb
Mines diverses, Sel	56	
Mines diverses, Etain	26	
Mines diverses, Antimoine	24	
Mines diverses, Manganèse	17	
Mines diverses, Cuivre	15	
Redevances, <thème>	54	Tous les dossiers France relatifs aux Redevances
59Nord, Redevances <département> et <thème>	6	
Surveillance, <thème>	45	
42Loire, Surveillance	6	Tous les dossiers de Loire relatifs à la Surveillance
Sociétés Anonymes,	34	Tous les dossiers France relatifs à l'approbation des statuts de SA dont l'objet social concerne les mines ou les établissements minéralurgiques, liste Annexe 1
Usine Vitriolique, <thème>	75	Tous les dossiers France relatifs à l'exploitation de terres pyriteuses, et/ou aux fabriques de traitement
Usine Vitriolique, concession		Tous les dossiers France relatifs aux concessions de terres pyriteuses
02Aisne, Usine Vitriolique	26	
Verrerie, <thème>	106	Tous les dossiers France liés au thème Verrerie
Verrerie, établir		Tous les dossiers France relatifs à l'Avis que CGM doit donner lors de l'instruction de l'établissement de Verreries, établissements insalubres, incommodes.
Verrerie, maintenir		Avis lors de l'instruction du maintien d'une Verrerie.
59Nord, Verrerie,		Avis sur les dossiers verrerie du Nord

II - Faire des recherches en changeant de niveau d'analyse :

L'abandon du critère département (E) permet de compléter le thème (F) et l'objet de l'affaire (G) par des expressions clés,

Attention : respecter les virgules et les espaces, sinon la recherche est infructueuse.

Houille, concession, demandeurs concurrents

Houille, concession, nombre de concessions instituées

Houille, concession, réclamation

Accidents, houille, le nombre de morts

Accidents, houille, lampes de sûreté

III - Faire des recherches par l'emploi de mots ou expressions clés

Attention : respecter seulement les espaces quand il y a plus de un mot

Ces mots et expressions figurent le plus généralement dans la partie texte libre des dossiers de la table des matières

Dans la liste ci-dessous, les mots clés sont en caractères romains ; les explications sont en italiques.

(1) pour identifier toutes les séances dont l'ordre du jour comporte un seul dossier

(10) pour identifier toutes les séances dont l'ordre du jour comporte dix dossiers

2 février 1820: (pour atteindre toute date de séance du CGM)

ajouter

augmenter <capacité...>

augmenter périmètre

autorisation <d'exploiter> ...<de vendre produits de>

bien national

CGM divisé pour identifier les dossiers sur lesquels il n'y a pas unanimité

Conseil d'Etat

consommation de bois ou de charbon de bois ... <limitée à ...>

découverte

délimiter

demandeurs concurrents <au nombre de...>

Directeur Général Mines intervient

diviser <concession> ou <territoire houiller> ou <gîte>

être dispensé

historique

indemnités pour travaux antérieurs <reconnus utiles>

litige

, la cause de l'accident

, le nombre de morts

mesures de police

obligation d'utiliser <houille exclusivement>

oppositions de concurrents

préférence (à ou <préférence accordée> ou <préférence du rapporteur>

recherches

réclamation

réduire <périmètre> ou <concession> ou <droits d'entrée>

Registre n° pour identifier le début d'un Registre

remise redevance

remplacer <remplacer... par...>

renoncer <à concession>

requête

soutien secours

transférer <Ht.F, patouillet... de... à ...>

les mots «cahier des charges», «recherches», «travaux» ne sont pas conseillés, ils apparaissent trop souvent sans déterminant assez pertinent

IV - Rechercher les noms des communes, des concessions de houille, des demandeurs, des rapporteurs, pour déterminer :

->> toutes les affaires concernant :

une commune, *exemple : Chapelle-Saint-Quillain*

une concession de houille, *exemple : Firminy Roche-la-Molière ... Saint-Chamond*

un demandeur ; *exemple : Gendarme ... Festugière...*

->> tous les dossiers présentés au CGM par le même rapporteur : *exemple : Brochant de Villiers*

V - § Lexique des abréviations, signes et conventions de présentation

abréviations

APC : Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif

APR : Arrêté du Président de la République

CGM : Conseil Général des Mines

CGM divisé : l'Avis du CGM n'est pas adopté à l'unanimité

CGPetC : Conseil Général des Ponts et Chaussées

DGPetCetM : Directeur Général des Ponts et Chaussées et des Mines

DI : Décret Impérial, toujours souligné pour indiquer que l'affaire est arrivée à son terme réglementaire

OR : Ordonnance Royale, toujours souligné pour indiquer que l'affaire est arrivée à son terme réglementaire

DPR : décret du Président de la République

pas de DI : affaire dont le terme n'a pas nécessité un DI

pas de DI ? : incertitude sur le terme de l'affaire

pas d'OR : affaire dont l'issue n'a pas nécessité d'OR

pas d'OR ? : incertitude sur l'issue de l'affaire

IC ou ICM : Ingénieur en chef des Mines

IG ou IGM : Inspecteurs généraux des Mines

IM : Ingénieur des Mines

IO ou IOM : Ingénieur ordinaire des Mines

IPetC : Ingénieur des Ponts-et-Chaussées

MAV : machine à vapeur

PetC : Ponts et Chaussées ou Ponts-et-Chaussées

qxm : quintal métrique

hl : hectolitre

signes et conventions de présentation

/142 : page 142, le n° de page du registre est parfois mentionné pour faciliter la recherche

◇ ◇ : présences particulières au CGM

<\$ 124C2> : repérage géographique, Atlas Routier Michelin, édition 1999, <n° page et case>

<commune pas identifiée> ou toute mention figurant <en italique> : commentaire explicatif ajouté

(Ginet-Mongelas) : les noms des demandeurs en concession et ceux des demandeurs en permission d'usine sont entre parenthèse ; il en est quelquefois de même des opposants à ces demandeurs.

a)... b)... c)... concerne l'avis du rapporteur (ou du préfet) ; pour faciliter le repérage des observations du rapporteur ; correspond au plan retenu par le rapporteur pour ses Observations et Conclusions (ou projet d'Avis).

1°... 2°... 3°... concerne l'Avis du **CGM** ; pour faciliter le repérage des avis du CGM ; correspond aux paragraphes des Considérants et des Avis ; ceux-ci sont généralement précédés par la formule «Pense».

1°... 2°... 3°... concerne aussi parfois le Conseil d'Etat, pour faciliter le repérage des positions prises par le Conseil d'Etat ; concerne aussi parfois une OR comportant plusieurs autorisations distinctes, pour faciliter la compréhension.

Avis **CGM** est souvent en caractère gras pour faciliter la lecture de cet avis, lorsque la partie texte libre est longue.

Conseil d'Etat est souligné pour faciliter la lecture de cet avis, lorsque la partie texte libre est longue.

rapporteur est parfois souligné pour faciliter la lecture

VI - § Départements des conquêtes de l'Empire

Les affaires situées dans les départements retirés à la France par le second traité de Paris du 20 novembre 1815 sont en italique. Elles concernent les départements suivants :

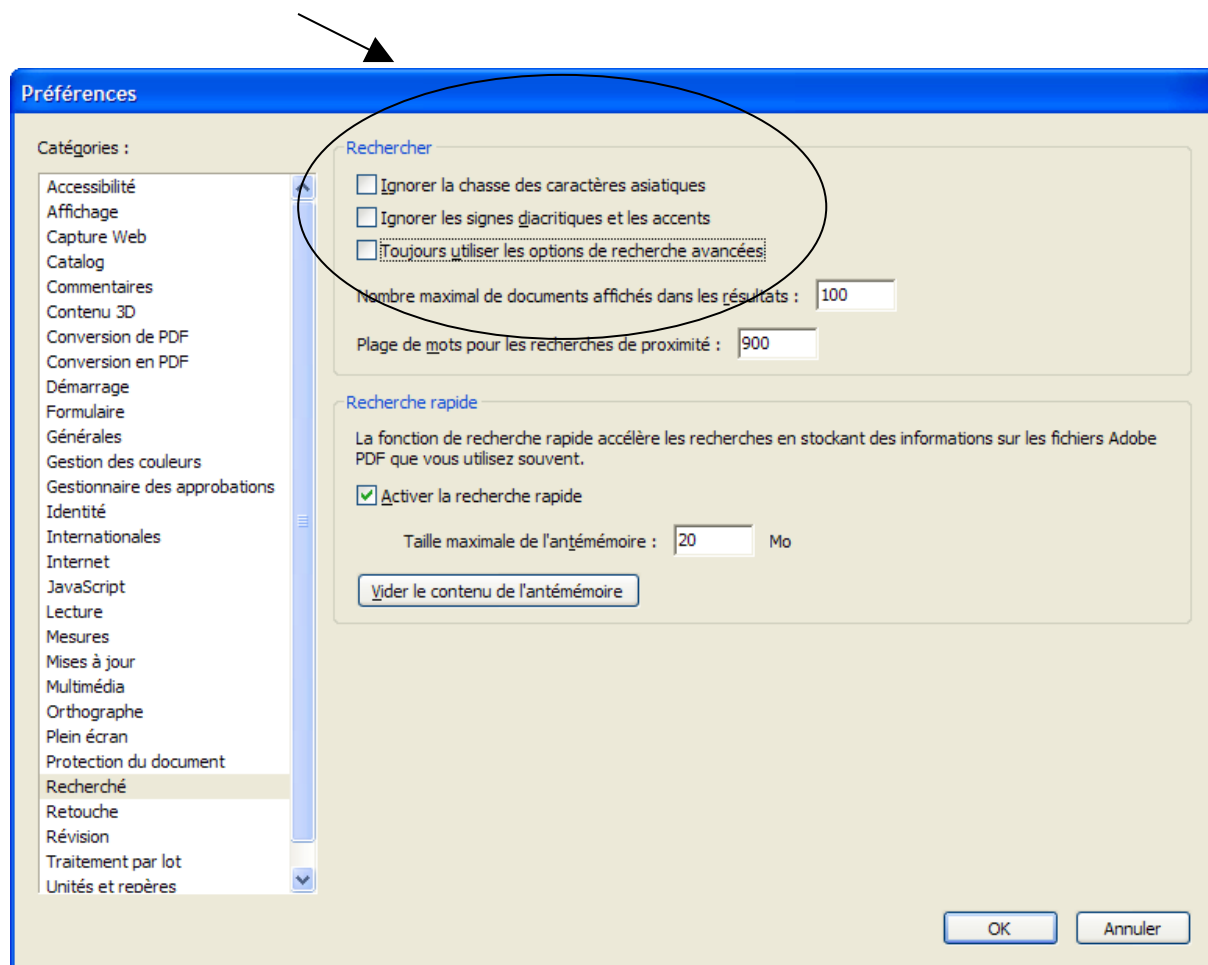
Dyle (Bruxelles), *Doire* (Piémont), *Forêts* (Luxembourg), *Gênes* (Gènes), *Illyrie* (Venise), *Jemmape* (Mons), *Léman* (Genève et nord de la Savoie), *97Meuse-Inférieure* (Maëstricht), *Mont-Blanc* (Chambéry), *Mont-Tonnerre* (Mayence), *Ourte* (Liège), *Pô* (vallée du Pô), *100Rhin-et-Moselle* (Coblence), *Roër* (Aix-la-Chapelle), *96Sambre-et-Meuse* (Namur), *Sarre* (Sarre), *Simplon* (Canton du Valais, Suisse).

VII - § Paramétrage souhaitable d'Adobe™ Reader

Afin d'obtenir des résultats corrects, il est nécessaire de paramétrer le logiciel de la manière suivante :

Dans le menu *Edition*, sélectionner *Préférences* :

La section « Rechercher » devrait ressembler à ceci (Sinon, la modifier en conséquence – donc décocher les trois cases - puis valider par OK) :



Lors d'une recherche, les options « Mots entiers » et « Respecter la casse » doivent être cochées :

Où voulez-vous effectuer la recherche ?

☒ Dans le document PDF actif

☐ Dans tous les documents PDF dans

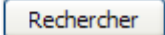
 Mes documents 

☒ Mots entiers

☒ Respect de la casse

☐ Inclure les signets

☐ Inclure les commentaires

Remerciements à Bruno LORRAIN pour son aide en informatique

Annexe 1- Codes minéralogiques

01	Ain	41	Loir-et-Cher	81	Tarn
02	Aisne	42	Loire	82	Tarn-et-Garonne
03	Allier	43	Haute-Loire	83	Var
04	Basses-Alpes	44	Loire-Atlantique	84	Vaucluse
05	Hautes-Alpes	45	Loiret	85	Vendée
06		46	Lot	86	Vienne
07	Ardèche	47	Lot-et-Garonne	87	Haute-Vienne
08	Ardennes	48	Lozère	88	Vosges
09	Ariège	49	Maine-et-Loire	89	Yonne
10	Aube	50	Manche	90	Territoire-de-Belfort
11	Aude	51	Marne	91	
12	Aveyron	52	Haute-Marne	92'	Seine-et-Oise
13	Bouches-du-Rhône	53	Mayenne	93	
14	Calvados	54'	Meurthe	94	
15	Cantal	55	Meuse	95	
16	Charente	56	Morbihan		
17	Charente-Inférieure	57'	Moselle	100	<i>Ardennes-belges</i>
18	Cher	58	Nièvre	101	<i>Dyle</i>
19	Corrèze	59	Nord	102	<i>Doire</i>
20	Corse	60	Oise	103	<i>Forêts</i>
21	Côte-d'Or	61	Orne	104	<i>Gênes</i>
22	Côtes-du-Nord	62	Pas-de-Calais	105	<i>Illyrie</i>
23	Creuse	63	Puy-de-Dôme	106	<i>Jemmape</i>
24	Dordogne	64	Basses-Pyrénées	107	<i>Léman</i>
25	Doubs	65	Hautes-Pyrénées	108	<i>Meuse-Inférieure</i>
26	Drôme	66	Pyrénées-Orientales	109	<i>Mont-Blanc</i>
27	Eure	67	Bas-Rhin	110	<i>Mont-Tonnerre</i>
28	Eure-et-Loir	68	Haut-Rhin	111	<i>Ourte</i>
29	Finistère	69	Rhône	112	<i>Pô</i>
30	Gard	70	Haute-Saône	113	<i>Rhin-et-Moselle</i>
31	Haute-Garonne	71	Saône-et-Loire	114	<i>Roer</i> et non <i>Roër</i>
32		72	Sarthe	115	<i>Sambre-et-Meuse</i>
33	Gironde	73		116	<i>Sarre</i>
34	Hérault	74		117	<i>Simplon</i>
35	Ille-et-Vilaine	75	Seine		
36	Indre	76	Seine-Inférieure		
37	Indre-et-Loire	77	Seine-et-Marne		
38	Isère	78			
39	Jura	79	Deux-Sèvres		
40	Landes	80	Somme		

Inventaire chronologique des registres

9 janvier 1811 au 3 février 1812	F/14/17920	Registre n° 1
17 février 1812 au 31 mars 1813	F/14/17921	Registre n° 2
7 avril au 8 décembre 1813	F/14/17922	Registre n° 3
15 décembre 1813 au 14 juin 1815	F/14/17923	Registre n° 4
7 septembre 1815 au 6 juillet 1816	F/14/17924	Registre n° 5
25 juillet 1816 au 10 avril 1817	F/14/17925	Registre n° 6
17 avril 1817 au 12 février 1818	F/14/17926	Registre n° 7
19 février 1818 au 10 septembre 1818	F/14/17927	Registre n° 8
17 septembre 1818 au 2 juin 1819	F/14/17928	Registre n° 9
9 juin 1819 au 26 janvier 1820	F/14/17929	Registre n° 10
2 février 1820 au 8 novembre 1820	F/14/17930	Registre n° 11
15 novembre 1820 au 27 juin 1821	F/14/17931	Registre n° 12
4 juillet 1821 au 20 mars 1822	F/14/17932	Registre n° 13
27 mars 1822 au 4 janvier 1823	F/14/17933	Registre n° 14
8 janvier 1823 au 12 novembre 1823	F/14/17934	Registre n° 15
19 novembre 1823 au 30 juin 1824	F/14/17935	Registre n° 16
7 juillet 1824 au 14 février 1825	F/14/17936	Registre n° 17
21 février 1825 au 22 août 1825	F/14/17937	Registre n° 18
29 août 1825 au 29 mai 1826	F/14/17938	Registre n° 19
5 juin 1826 au 20 avril 1827	F/14/17939	Registre n° 20
23 avril 1827 au 28 janvier 1828	F/14/17940	Registre n° 21
4 février 1828 au 3 novembre 1828	F/14/17941	Registre n° 22
10 novembre 1828 au 27 juillet 1829	F/14/17942	Registre n° 23
3 août 1829 au 15 mars 1830	F/14/17943	Registre n° 24
22 mars 1830 au 6 septembre 1830	F/14/17944	Registre n° 25